



Groupe d'Économie Solidaire du Québec

ORIENTATIONS ET PLAN STRATÉGIQUE 2003



1. Repères de conjoncture internationale et enjeux

A. DES CONSTATS

a. La mondialisation par le bas

Une autre mondialisation est en marche, la «mondialisation par le bas», sous l'action d'une autre coopération, la coopération d'égal à égal, la coopération solidaire. Même le commerce en est affecté, il se fait équitable. Les circuits aussi ont changé, la direction n'est plus unique. D'abord le Sud vers le Sud, et le Nord vers le Sud dans la mesure où le Sud accède au Nord. De profondes transformations agitent le paysage de la solidarité internationale. Il est permis de rêver. La triade Lima – Québec – Dakar avec la création du Réseau intercontinental d'appui à l'économie sociale solidaire (RIPESS), le Pôle de socioéconomie solidaire du Forum social mondial (FSM), le Pôle d'économie solidaire de l'Alliance pour un monde solidaire, le Réseau mondial des acteurs du développement local durable, la Marche mondiale des femmes...et bien d'autres illustrent chacun à leur manière comment un nouveau «développement» se fait, un nouveau «local» se construit, une nouvelle coopération internationale se maille.

b. Les grandes organisations économiques internationales

Le jeu des rapports internationaux est fortement rythmé par l'activité de grandes organisations économiques internationales tels le Fonds Monétaire International (FMI), l'Organisation Mondiale du Commerce (OMC), la Banque Mondiale (BM). Mais elles ne sont pas les seules. D'autres évoluent dans une autre direction : l'Organisation Internationale du Travail (OIT) et son programme de développement de coopératives, l'UNESCO et son programme de recherche en gestion des transformations sociales (MOST), le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et ses programmes de soutien au développement des communautés, pour ne nommer que celles-là. D'où la réflexion à mener sur la

présence des acteurs de l'économie sociale et solidaire dans ces lieux en envisageant d'y accroître leur poids.

À partir de l'examen des expériences en cours au Nord comme au Sud on voit également se déployer de nouveaux acteurs (les jeunes, les femmes, etc.), de nouvelles stratégies (des initiatives locales de production et d'échange solidaires) et de nouveaux rapports de coopération entre les mouvements sociaux locaux et les ONG (plus décentralisées, égalitaires et réciprocatrices).

c. De l'aide humanitaire à la solidarité internationale

On voit aussi qu'en l'espace de quelques décennies seulement, la plupart des OCI du Québec sont passées de l'aide humanitaire d'urgence à la coopération financière, technique ou professionnelle, puis à la solidarité internationale. Aujourd'hui, elles s'inscrivent dans une dynamique de développement socioéconomique et sociopolitique, en intervenant directement dans les mécanismes de production, de circulation et de consommation et donc infléchissent dans une autre direction les règles structurelles qui pérennisaient la subordination du Sud au Nord. Ce faisant, elles participent de la construction d'une «autre mondialisation» et subvertissent celle qui a cours. Aujourd'hui, dans le nouveau contexte mondialisé, même les diasporas sont en voie de devenir de précieux partenaires dans les projets d'économie sociale et de développement local de leurs régions, villes et villages d'origine.

Des asymétries importantes sont évidemment à noter. Cependant, le partage de valeurs communes, d'objectifs convenus et de règles démocratiques de fonctionnement fait qu'autant au Sud qu'au Nord émerge un nouveau modèle de développement et de coopération au développement.

d. Un manque d'articulation du local au global

Mais toutes ces initiatives ne sont pas sans poser question: sont-elles des cas isolés ou sont-elles parties prenantes d'un mouvement plus large? Comment s'articule alors le «local» et le «global» de ces expériences, si tant est qu'un lien entre ces deux pôles existe? Ces initiatives, toutes innovatrices qu'elles soient, peuvent-elles conduire à un renouvellement de la théorie et des stratégies en matière de développement, surtout dans les sociétés du Sud si mises à mal par la mondialisation libérale? D'où l'importance de réfléchir et d'intervenir sur le couple «économie sociale/solidarité internationale» en relation avec l'émergence d'une société civile à la même échelle; en relation avec la lutte contre la pauvreté, elle-même inscrite dans une démarche de mutation du monde du travail et le lien avec la question de la démocratisation du développement.

RÉSISTER ET CONSTRUIRE

La société civile commence à se faire entendre sur la scène internationale comme ce fut le cas des ONGI dans la dernière décennie lors des nombreuses conférences internationales de l'ONU. Elle commence également à se faire entendre dans le cadre de négociations d'envergure

sur le commerce international comme ce fut le cas à Seattle en 1999 ou à Québec en avril 2001. Avec les années 1990, nous avons donc assisté à **une remontée de la contestation sociale** au plan international. **Mais aussi à l'internationalisation de réseaux, d'organisations et d'entreprises collectives.**

Globalement, nous assistons donc, **à travers des dizaines de milliers de projets**, à une vitalité nouvelle de l'associatif au Nord et à une résurgence de la société civile et de dizaines de milliers d'associations au Sud. Ces dizaines de milliers de projets et d'associations traduisent, de différentes manières, **l'aspiration à une autre économie, un autre développement, une autre mondialisation.**

B. DES ENJEUX

a. Développer des mécanismes de support

Mais la seule mise en réseau au plan international ne tient pas complètement la route si on veut pouvoir peser sur les politiques des États, des grandes organisations internationales et même des multinationales. De plus en plus de voix plaident aussi pour **une organisation mondiale plus forte des solidarités**, en d'autres termes, **des lieux d'élaboration collective de projets et de propositions** pour mieux comprendre les enjeux en cours, formuler des projets nouveaux, faire circuler les informations, négocier des ententes de collaboration avec des institutions internationales etc.

Le rapport Nord-Sud se pose en des termes nouveaux. Il y a d'abord la globalisation financière. C'est la finance plutôt que la firme qui est au poste de commande. Puis, il y a la force des multinationales, la montée d'une industrie culturelle internationale, l'information mondialisée par Internet et la retransmission par satellite (CNN). Bref, un capitalisme financier international en plein effervescence et libéré, en grande partie, des contrôles publics. Mais la mondialisation en cours, celle ouverte dans la décennie 90, n'est pas un ensemble unique de processus. À côté, et même souvent contre la mondialisation libérale se déploie un autre ensemble fait d'initiatives qui, sans constituer encore une force socioéconomique et sociopolitique mondiale, ont dépassé le stade des démarches exclusivement locales pour s'inscrire dans une mondialisation autre qui se veut sociale et équitable.

b. Renouveler le discours sur le développement

L'économie sociale participe de cette stratégie de lutte pour ce qu'on pourrait appeler **le premier développement**, celui des économies locales, celui dont on a privé nombre de sociétés du Sud, celui qui constitue le sous-bassement essentiel à toute économie nationale et à toute inscription qui n'est pas à sens unique dans l'économie internationale.

En tout état de cause, au premier chef, à l'échelle internationale, la lutte contre la pauvreté examinée par la lunette du travail nous apparaît déterminante : la réintroduction du chômage de masse dans les pays développés mais surtout la montée en puissance de l'économie informelle dans les pays du Sud ont provoqué tout à la fois des mutations profondes dans le monde du travail et mobilisé les énergies de nombreux mouvements sociaux, introduit de nouvelles inquiétudes au sein des gouvernements d'un certain nombre de pays et de nouveaux projets dans certaines institutions internationales.

Pour l'immense majorité de la population active à travers le monde, **la précarité** est forte et l'avenir imprévisible. Globalement, 75% des gens de la majorité des pays du Sud vivent de cette façon et dans les pays du Nord un 25%. La lutte contre la pauvreté dont toutes les institutions internationales se sont, à des degrés divers et sous des formes diverses, emparées depuis quelques années, nous fait voir, sous l'angle des stratégies de développement, toute la pertinence de l'économie sociale et solidaire en la matière.

c. Renforcer les processus de démocratisation

L'économie sociale et solidaire participe à la mobilisation sociale pour (re) construire la démocratie au plan économique, politique, social et culturel. Cela conduit à créer des dispositifs d'accompagnement des communautés en difficulté pour régler leurs problèmes, mais conduit également à **développer une gouvernance démocratique**, à ré-aménager des territoires et à **créer de la richesse autrement** c'est-à-dire du développement d'entreprises à finalité sociale. Parce que les initiatives de l'économie sociale et solidaire ne font pas que répondre à des besoins sociaux. Elles misent sur des mouvements sociaux et cherchent à bâtir un rapport de forces permettant de déboucher sur de nouvelles politiques publiques. Parce que l'économie sociale et solidaire, par delà la réponse à des besoins, nous amènent à la nécessité de **construire de nouvelles institutions démocratiques et de nouveaux leviers de développement**.

L'économie sociale et solidaire nous amène finalement sur le terrain, non plus de l'aide aux pays du Tiers-Monde et de la seule coopération technique. Elle nous amène directement sur celui de la solidarité internationale : les réseaux locaux/nationaux d'économie sociale et solidaire sont des garants précieux pour promouvoir à l'échelle internationale des valeurs de justice, de démocratie et de développement solidaire. Parce qu'ils mettent de l'avant des préoccupations non marchandes, sont des instruments d'information et d'éducation indispensables et contribuent à alimenter en permanence le débat avec les États et les institutions internationales sur les risques que l'avenir comporte et sur la nécessité de construire une mondialisation équitable. Nous ne sommes qu'au début de ce processus mais il est bien amorcé.



2. Économie sociale et solidarité internationale au Québec

A. DES CONSTATS

a. Le Québec est très engagé en solidarité internationale

Le Québec est très engagé dans ces nouvelles dynamiques de solidarité internationale. L'Union des producteurs agricoles (UPA) est active dans le soutien à des projets de commercialisation collective de produits agricoles et artisanaux dans une douzaine de pays d'Amérique latine et d'Afrique, la CSN et la FTQ font de la formation sociale et syndicale dans de nombreux pays francophones du Sud, le Mouvement Desjardins travaille à l'émergence de caisses populaires autant en Asie qu'en Afrique ou en Amérique latine, des caisses d'économie comme la Caisse d'économie des travailleurs et travailleuses (Québec) soutiennent des projets de reprise d'entreprises en Amérique latine, le Chantier est sollicité pour présenter le modèle québécois d'économie sociale et supporte le développement de réseaux sectoriels d'économie sociales, le mouvement des femmes est très actif, en particulier dans le cadre de la Marche mondiale des femmes et de ses suites, tandis qu'une cinquantaine (50) d'organisations de coopération internationale (OCI) québécoises –regroupées au sein de l'AQOCI-, travaillent, bon an mal an, avec l'apport de centaines de coopérants, sur place et au Québec, dans l'animation de projets de développement. La liste est longue et loin d'être exhaustive puisqu'il faudrait entre autres prendre en compte les nombreuses recherches universitaires sur l'économie sociale dans une perspective internationale avec les séminaires et colloques qui en découlent. Il s'agit là d'**une économie sociale et solidaire très clairement engagée dans la solidarité internationale**

b. Cet engagement est très peu connu

L'économie sociale québécoise s'inscrit dans de nouvelles formes de coopération internationale depuis trois décennies déjà, **mais cela est très peu connu** : elle soutient l'organisation de communautés dans des bidonvilles; elle accompagne des initiatives d'économie sociale et solidaire au sein du secteur informel de nombreuses villes du Sud; elle travaille souvent dans le cadre de projets structurants pour les communautés dans une perspective de développement durable. L'économie sociale québécoise, partenaire d'initiatives au Sud, est souvent animée par des ONG dits de développement (pour les différencier des ONG d'urgence ou d'aide humanitaire) ou par les services internationaux de mouvements (organisations syndicales, coopératives, de femmes) qui soutiennent des ONG et des entreprises dans ces pays.

c. La solidarité internationale est socioéconomique et sociopolitique

La solidarité internationale, celle qui s'identifie plus directement à la construction d'une «autre mondialisation », est **socioéconomique**, c'est-à-dire qu'elle travaille à l'organisation économique et sociale des bidonvilles et des villages, en misant par exemple sur le commerce équitable; à la

structuration de l'entraide en la transformant en mutuelles, en caisses d'épargne et de crédit, en habitat populaire et coopératif autour d'espaces communs; à faire des prêts (plutôt que des subventions) par l'intermédiaire d'organisations de micro-finance et de micro-crédit permettant de lancer de petites entreprises; à favoriser des jumelages de villages, d'écoles, de centres communautaires, de municipalités, de paroisses, de syndicats. Elle est aussi **sociopolitique**, c'est-à-dire qu'elle anime des mobilisations qui permettent par exemple de torpiller un sommet comme celui de l'OMC à Seattle (1999), de se mobiliser comme contre-pouvoirs lors d'un sommet sur l'environnement comme celui de Rio en 1992 (8000 ONG) ou celui sur la condition des femmes dans le monde à Pékin (1996)... ou celui de Porto Alegre en 2001-2002-2003 dans la lutte contre la mondialisation néo-libérale.

Les initiatives en cours offrent ainsi un **potentiel de développement de nouvelles formes de régulation démocratique, d'identité et d'utilité sociale**. Plutôt qu'une nouvelle forme de gestion sociale de la pauvreté, elles témoignent d'une réponse inédite à des besoins sociaux (emploi, santé, éducation, protection de l'environnement..) qui se conjugue avec le développement d'une vie démocratique locale dans les collectivités.

B. DES ENJEUX

a. Promouvoir un concept fédérateur

De plus, comme certains le suggèrent, le concept d'économie sociale peut s'avérer **fédérateur de nombreuses initiatives** issues de l'économie populaire, du secteur informel, de mouvements associatifs, de syndicats, d'ONG, d'Églises, etc. mais qui évoluent ou évoluaient jusqu'à maintenant en rangs dispersés. Fédérateur par son **approche transversale** (par delà les secteurs, se regrouper sur une base territoriale commune), par son caractère **inclusif** (des initiatives bien organisées sous forme de mutuelles, d'associations ou de coopératives mais aussi des initiatives plus informelles), fédérateur aussi par le **projet d'économie politique** dont il est porteur c'est-à-dire une démocratisation du développement et une redistribution de la richesse produite.

b. Rejoindre le terrain local

Pour ce qui est du Québec, en économie sociale et solidaire, un certain nombre d'organisations et d'entreprises se sont aménagé des fenêtres, coté international. Elles en avaient toujours eu mais, avec la montée de la mondialisation, elles les ont multipliées. Elles étaient petites. Elles les ont agrandies. Elles étaient fragiles. Elles les ont renforcées. Toutefois cette fenêtre est davantage inscrite dans les organisations évoluant à l'échelle québécoise. Au plan local et régional, beaucoup reste à faire pour l'instituer. Car si la mondialisation néo-libérale est bien là, la solidaire, moins visible, très besogneuse, est appelée à être durable dans la mesure où elle **s'enracine davantage dans les différentes régions du Québec**. Le regroupement, après la 2^e Rencontre internationale (Québec 2001), dans le cadre du GESQ, de toutes les têtes de réseaux des organisations et entreprises collectives ayant développé elles-mêmes un volet international ou ayant une mission de

coopération internationale, est un révélateur qui confirme le bien fondé de cette perspective fédératrice à mettre en œuvre sur le terrain.

C. DES PRIORITÉS

a. Multiplier les partenariats

En premier lieu, l'expérience actuelle suggère aussi non seulement de soutenir la mise sur pied au Sud d'associations, de plans de crédit, d'entreprises coopératives et mutualistes, mais de **multiplier les partenariats «Nord-Sud» et les partenariats «Associations, ONG, gouvernements locaux et entreprises collectives»** dans la relance d'ensemble des communautés.

b. Proposer des critères pour établir les priorités

Dans cette perspective, **les critères à mettre de l'avant au GESQ dans le soutien à des projets** de coopération et de solidarité internationales sont les suivants:

- 1) capacité à mobiliser les gens directement concernés autour d'activités économiques;
- 2) inscription dans la durée avec des visées de développement plus que d'aide;
- 3) innovation et expérimentation de nouvelles avenues économiques viables et concrètes;
- 4) travail en réseau local, national et international;
- 5) capacité à peser sur les politiques globales d'une région ou d'un pays;
- 6) capacité de combiner l'association et l'entreprise.

Cette pluralité d'expériences permet également de fournir un soutien polyvalent aux initiatives de développement local, tout autant dans ses dimensions **économiques** d'aide à la création d'entreprises et de partenariats industriels que **sociales** de développement de services de proximité en matière de santé, d'éducation, de logement, de sécurité alimentaire, etc.

Les initiatives de l'économie sociale québécoise en coopération internationale ne sont pas en reste dans ce travail, des ONGI et des organisations d'économie sociale parrainent diverses initiatives :

- 1) stages d'échange et de solidarité dans les domaines de l'éducation, de la santé, de l'agriculture ou de l'environnement, notamment avec des jeunes;
- 2) envoi de coopérants expérimentés sur des projets de 2 à 3 ans;
- 3) éducation du public et campagnes de solidarité sur des objectifs ciblés;
- 4) jumelages favorisant des échanges techniques et/ou culturels entre écoles, organisations coopératives et communautaires, municipalités, etc.;
- 5) soutien financier à des projets de développement;
- 6) contribution à la mise en réseau à l'échelle internationale.

Le GESQ se propose d'apporter son **soutien à ces démarches** en faisant un **inventaire** des réalisations et en favorisant une meilleure **connaissance** de part et d'autre de ce qui se fait dans les ONGI et dans les réseaux et organisations locales de l'économie sociale et solidaire.

c. Multiplier les échelles d'intervention

Nombre de ces initiatives vont s'inscrire de plus en plus dans des réseaux internationaux. L'état actuel des forces et des mobilisations en cours ne peut être sous-estimé ni sur le plan politique, ni sur le plan économique. Mais à ce chapitre, **le défi demeure de multiplier les échelles d'intervention** (locale, régionale et fédérative, nationale et internationale) **et de savoir changer d'échelle d'action** en passant du micro, c'est-à-dire de la gouvernance locale, au macro pour peser sur les politiques globales.

Les divers réseaux sectoriels sont déjà actifs pour revendiquer et négocier des ajustements aux politiques publiques pour consolider et développer les initiatives locales. L'expérience québécoise repose sur une tradition d'économie sociale et cette capacité d'établir une collaboration avec l'État est un élément de sa contribution sur la scène internationale. Le GESQ peut contribuer à la notoriété de cette contribution.



3. Le GESQ, mission, visées et action

A. LA MISSION

Le GESQ assume la mission de **promouvoir et de supporter la dynamique de globalisation des solidarités** portée par les rencontres de Lima (1997) et de Québec (2001) et d'assumer au Québec l'ensemble des responsabilités liées à la préparation, à la participation et au suivi de la Rencontre de Dakar (2005). Ce mandat est spécifique au GESQ. Il en constitue l'essentiel de sa mission.

B. LES VISÉES

Du diagnostic et de l'orientation esquissés précédemment découlent deux grandes visées pour le GESQ.

- Initiateur de la 2^e rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité, le GESQ se doit en premier lieu de **soutenir l'organisation de la 3^e rencontre internationale de Dakar en 2005** en mettant à contribution tous les réseaux québécois d'économie sociale engagés dans la solidarité internationale.

La rencontre de Dakar comme les deux qui l'ont précédée, est conçue comme un indispensable espace de dialogue interculturel. Ces rencontres sont des leviers –avant, pendant et après– favorisant la formation et la consolidation de réseaux internationaux (bilatéraux ou multilatéraux) des organisations et des entreprises d'économie sociale et plus largement de développement local.

- En second lieu, le GESQ doit **être un facilitateur**, dans la mesure de ses moyens et de son influence, **du développement de nouvelles pratiques de solidarité internationale de l'économie sociale québécoise**. L'économie sociale québécoise est engagée dans des projets divers de coopération internationale. La mise en oeuvre stratégique de rencontres comme celles de Lima, de Québec et de Dakar, a permis de franchir un pas de plus dans l'organisation de la solidarité à l'échelle internationale.

C. L'ACTION

Le travail amorcé avec la 2^e Rencontre internationale a amené le GESQ à préciser davantage sa mission et à se doter d'une structure de représentation qui y corresponde. Les grandes visées du GESQ participent à la mouvance des entreprises et des réseaux d'entreprises, des organisations et réseaux de développement et de soutien, des mouvements sociaux, des organisations non-gouvernementales (ONG) et des centres de recherches dédiés à l'économie sociale et solidaire.

Pour assumer ce mandat, le GESQ a opté pour la **formule de mise en réseau des organisations existantes et de mobilisation de leurs ressources**. Moins lourd, plus souple, ce mode d'organisation permet aussi un accès plus rapide aux réalités et effectifs de chacun. La coordination et la complémentarité des actions en seront facilitées. Il a donc opté pour intégrer dans sa structure des représentants en provenance de toutes les composantes du mouvement de l'économie sociale et solidaire : promoteurs, acteurs, accompagnateurs, chercheurs provenant des entreprises et des réseaux d'entreprises d'économie sociale et solidaire, des organisations et réseaux de développement et de soutien à l'économie sociale et solidaire, des mouvements sociaux, des organisations non-gouvernementales (ONG) internationales et des centres de recherche.

Avec peu de moyens mais beaucoup de bonne volonté, avec peu de personnes mais du militantisme d'une qualité exceptionnelle, le GESQ a relevé de grands défis. Avec plus d'organisation et une mission précisée, le GESQ peut en relever de plus grands encore.



4. Axes stratégiques d'intervention et programme d'action

Le GESQ, pour réaliser sa mission, développe son intervention autour de trois axes complémentaires qui permettent de travailler sur la scène québécoise, et sur la scène internationale tout en se donnant les outils d'analyse nécessaire pour prendre les décisions les plus appropriées :

- A. La mobilisation des réseaux, des organisations et des entreprises d'économie sociale du Québec;
- B. La construction du RIPESS et le développement de partenariats Nord-Sud;
- C. Le développement d'outils de connaissance, d'information et de diffusion d'analyses et de débats.

A. LA MOBILISATION DES RÉSEAUX, DES ORGANISATIONS ET DES ENTREPRISES AU QUÉBEC

Le premier axe a trait à la **mobilisation au Québec même** c'est-à-dire un travail mené de concert avec les grandes organisations et réseaux nationaux –Conseil de la coopération du Québec, Chantier de l'économie sociale, organisations syndicales et de femmes, ONGI, ARUC, etc– pour mettre à contribution leurs diverses composantes et rejoindre sur le terrain les réseaux, organisations et entreprises dans les différentes régions du Québec.

a. Activités à court terme

- Lancement du **Rapport synthèse** de la 2^e rencontre sur la globalisation de la solidarité;
- Lancement de l'ouvrage **Économie sociale et solidaire dans une perspective Nord-Sud** (en trois ou quatre langues) avec la participation du CIRIEC (L. Beaulieu et M.-C. Malo), association qui dirige la revue *Économie et Solidarités* et la rédaction de la revue (J. Boucher et D. Tremblay);
- **Soirée d'information en mai 2003 sur le RIPESS** et sur Dakar 2005 à partir de la réunion de la Commission internationale de liaison de décembre 2002 à Dakar, en collaboration avec le Centre Saint-Pierre, le Chantier de l'économie sociale et l'ARUC et avec la présence du président sénégalais de la 3^e Rencontre;
- **Rencontre du Forum des participants du GESQ** le 11 septembre 2003 pour faire un **inventaire** des réalisations en termes de nouvelles pratiques de solidarité internationale, favoriser une meilleure **connaissance** de ce qui se fait dans les organisations et les réseaux de la coopération et de l'économie sociale et solidaire et susciter la **diffusion** de ces pratiques.

b. Activités à moyen terme

- **Soutien stratégique aux réseaux territoriaux et sectoriels du Québec** afin qu'ils s'engagent et contribuent à la démarche vers la 3^e Rencontre internationale à Dakar et y arriment les projets en cours de coopération et de partenariats d'entreprises et d'organisations québécoises d'économie sociale avec, notamment, des entreprises et des organisations sénégalaises;
- **Sensibilisation des organisations à l'importance de constituer leur propre fonds** afin d'envoyer des gens à Dakar en 2005 : des petites mises de fonds régulières au cours des trois prochaines années peuvent permettre de financer une délégation (4 500 \$CAN) sans avoir besoin de trouver une grosse somme à la dernière minute.

Ce travail de support et de sensibilisation peut d'ores et déjà compter sur l'intérêt manifesté suite à la 2^e Rencontre. Vingt-cinq (25) organisations ont répondu au sondage de la CRDC, généralement des organisations très motivées que cet événement a convaincues qu'il fallait continuer dans cette veine. Leur intérêt pour ce type de démarche est avéré :

- ✓ **au plan des régions et des organisations à vocation régionale** intéressés à organiser une rencontre dans leur région et recevoir les animateurs du GESQ en relation avec le projet et la démarche Dakar 2005 : à Montréal, le Centre Saint-Pierre; à Québec, le Carrefour Tiers-Monde et La Spirale; en Outaouais, la Coopérative régionale de développement de l'Outaouais/Laurentides (CDROL), la CDÉC de Gatineau, la Table régionale d'économie sociale du CRDO, la CRDC, le CÉRIS; à Trois-Rivières, COMSEP et ÉCOF; à Victoriaville, Recyclo Vesto; à Sorel-Tracy, la Table d'entrepreneuriat collectif et l'Atelier du chômeur;
 - ✓ **au plan d'organisations sectorielles** intéressés de participer à des activités pan-québécoises organisées par le GESQ comme par exemple un colloque ou une conférence internationale sur l'économie sociale et la solidarité internationale: le CECI, SOCODEVI, UPA-DI, SUCO, Solidarité Sud; Filaction, Fondation, la Caisse d'économie des travailleurs et travailleuses de Québec, le RISQ; le CQDL, le RQIIAC, le Collectif des entreprises d'insertion et Faites de la musique.
- **Production écrite et électronique** de nos activités, réalisations et recherches par tous les moyens de communications à notre portée: les sites des organisations membres du GESQ (Chantier de l'économie sociale, CSN, CSMO, CQDL, RQIIAC, etc); production et co-production de cahiers du GESQ; le site des rencontres internationales (www.uqo.ca/ries2001/); etc....

B. LA CONSTRUCTION DU RIPESS ET LE DÉVELOPPEMENT DE PARTANARIATS NORD-SUD

Le deuxième axe a trait au travail de **construction et de consolidation d'un réseau international**, en occurrence le Réseau intercontinental de promotion de l'économie sociale solidaire (RIPESS) de même qu'à la construction et consolidation de **partenariats Nord-Sud** entre le Québec et des pays du Sud. Cette intervention implique une participation soutenue à la Commission internationale de liaison, un travail de soutien financier à la 3^e Rencontre internationale et un effort de transmission de l'expertise québécoise à l'équipe technique et à la coordination nationale sénégalaise en charge de la tenue de cette 3^e rencontre.

- Constituer le RIPESS en lui donnant une **personnalité juridique africaine** selon le droit sénégalais et avec le contribution des représentants des organisations qui ont réalisé la 1^{ière} et la 2^e Rencontre;
- Négocier, dans les plus brefs délais, le **financement de la permanence de Dakar** et participer à la création d'un fonds international de soutien à Dakar 2005;
- Parrainer le stage de synthèse d'un **groupe du MBA en gestion d'entreprises collectives** intéressé à réaliser un projet d'action internationale dans lequel elles pourraient contribuer à résoudre une problématique organisationnelle complexe (planification et logistique de la 3^e Rencontre) dans le cadre d'un stage à Dakar à l'été 2003;
- Mobiliser les **organisations québécoises coopérantes déjà sur place** au Sénégal pour soutenir Dakar 2005: Fonds de solidarité du Sénégal, CECI, SOCODEVI, UPA-DI, etc;
- **Diffuser le Rapport synthèse** de la 2^e rencontre internationale et l'ouvrage qui lui correspond à travers tous les réseaux nationaux rejoints depuis Lima jusqu'à Dakar;
- **Alimenter le site Internet** des rencontres internationales autour d'informations liées à l'analyse de la conjoncture internationale, à l'inventaire des expériences innovatrices en économie sociale, à la diffusion de la production intellectuelle internationale pertinente dans le domaine;
- Participer à l'organisation au Québec de la **prochaine rencontre de la Commission internationale de liaison (Montréal, septembre 2003)**, en préparation de la 3^e Rencontre internationale sur la globalisation de la solidarité à Dakar en 2005;
- Organiser à court terme une **rencontre pan-canadienne** avec le Canadian Community Economic Development Net et, à l'occasion de la rencontre de la CIL, une **rencontre continentale** nord américaine.

C. LE DÉVELOPPEMENT D'OUTILS DE CONNAISSANCE, D'INFORMATION ET DE DIFFUSION

Le troisième axe a trait au travail de développement d'**outils de connaissance** pour mieux réfléchir notre solidarité internationale et la rendre plus adéquate. Par exemple nous sommes peu outillés sur des questions comme l'économie informelle et l'économie populaire dans les pays du Sud; la nature de la crise des États en Afrique; l'état des lieux de l'économie sociale dans un certain nombre de pays clés d'Afrique et d'Amérique latine et d'Asie avec lesquels nous avons des liens; le financement international des initiatives d'économie sociale du Sud; les programmes de soutien du BIT, du PNUD, de l'UNESCO, de l'ACI, de la CISL... aux démarches en cours d'internationalisation de l'économie sociale et des projets d'économie sociale dans le Sud.

- **Éditer** les actes de la Rencontre d'octobre 2001 ;
- Collaborer à des projets de recherche comme **partenaire social**, notamment au programme de recherche international piloté par l'IFAN (Sénégal) et la CRDC (Québec/Canada), programme appuyé par le CAP international de l'ARUC et dont le thème est «Création de richesses en contexte de précarité, une comparaison Nord-Sud et Sud-Sud»: cette recherche implique trois (3) pays d'Afrique, trois (3) pays d'Amérique latine et trois (3) pays du Nord dont l'Europe et le Québec/Canada; ces partenariats permettent entre autres de miser sur les rencontres entre les membres des équipes de recherche pour améliorer les travaux de mise en réseau ;
- Concevoir des activités de formation *en Économie sociale et solidarité internationale* en collaboration avec les universités québécoises engagées dans l'ARUC en s'inspirant du modèle de programme d'été de l'Université Concordia en développement communautaire.

D. LE GESQ ET SON INFRASTRUCTURE DE TRAVAIL

Le plan de travail du GESQ doit prévoir les moyens pour la mise en œuvre de ce plan d'action, notamment pour la coordination technique de même que les frais reliés au développement de la coordination continentale nord-américaine.

- 1) Une permanence à demi-temps disposant des outils requis en termes de poste de travail et de moyens de communication : 50 000 \$;
- 2) Un budget de soutien pour les déplacements et la tenue d'activités de concertation et de mise en réseau à l'échelle canadienne et nord-américaine : 75 000 \$;
- 3) Préparation d'une prévision pro forma afin de solliciter et négocier les fonds requis;

- 4) Évaluation du recours à des sources de financement diversifiées :
- a) contributions volontaires des organismes partenaires : dans un contexte où les bailleurs de fonds sont souvent disposés à contribuer à raison de un ou deux pour un, solliciter les organismes participant au GESQ à contribuer selon leurs moyens, que ces contributions soient faites sous la forme de services ou de versements financiers;
 - b) MRI et l'ACDI : pour les volets déplacements et contributions internationales;
 - c) SACA : pour les volets éducation au Québec;
 - d) Fondations privées : ce qui suppose l'initiation des démarches pour obtenir de Revenu Canada le statut d'organisme de bienfaisance.

2003-03-19